Initiatives ministérielles

Des voix: Oui.

Le président suppléant (M. Paproski): Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Paproski): À mon avis, les non l'emportent.

Une voix: À la majorité.

(La motion n° 5 de M. Foster est rejetée.)

• (1650)

M. Maurice Foster (Algoma) propose:

Motion n° 9

Qu'on modifie le projet de loi C-15, à l'article 77, en ajoutant à la suite de la ligne 7, page 42, ce qui suit:

«(v) de développer une agriculture soutenable au Canada.

(vi) d'augmenter ou de diminuer la recherche en matière d'obtentions végétales, dans le secteur public, au Canada.

(vii) de produire des transferts technologiques avec les pays du tiers monde et de développer une agriculture soutenable dans ces pays.»

—Monsieur le Président, la motion n° 9 porte sur un rapport prévu par le projet de loi. Celui-ci devra faire l'objet d'un examen approfondi par le Parlement dix ans après son entrée en vigueur. J'ai proposé que ce soit après sept ans. Malheureusement, mes collègues du comité n'étaient pas d'accord avec moi. La période est donc restée à dix ans.

Pour que la Chambre des communes puisse l'examiner, la loi prévoit que le ministre de l'Agriculture doit établir un rapport complet sur l'application de celle-ci et sur le travail du Bureau de la protection des obtentions végétales.

Il existe bien sûr des ententes qui sont toujours en vigueur. Je suppose que les ententes conclues dans le cadre de l'Union internationale de protection des obtentions végétales seraient comprises dans tout rapport. Quoi qu'il en soit, le paragraphe 71(2) prévoit le dépôt de ce rapport. Celui-ci doit dire si l'application de la loi a eu pour résultat de stimuler les investissements, d'améliorer les moyens permettant d'obtenir des variétés végétales étrangères au Canada, d'assurer la protection à l'étranger, sur le plan commercial, des obtenteurs canadiens pour qu'ils puissent vendre leurs variétés végétales à l'étranger et toucher leurs redevances, d'améliorer les variétés végétales, etc.

Cet amendement ne ferait qu'ajouter des choses à cette liste. Le premier alinéa porte sur le développement d'une agriculture soutenable au Canada. Je crois que la biotechnologie est une science qui peut être exploitée de façon très avantageuse chez nous, pour la mise au point de semences qui sont plus résistantes aux maladies ou aux insectes nuisibles, de façon que nous puissions nous débarrasser d'une certaine quantité de pesticides et d'herbicides. Cela pourrait avoir un effet très bénéfique pour le maintien d'une agriculture soutenable au Canada.

Une agriculture soutenable, c'est beaucoup plus que la simple réduction des produits chimiques, pesticides et herbicides, mais c'est tout de même là un aspect de la question. Il serait utile qu'un comité de la Chambre des communes examine éventuellement quels ont été les bienfaits de cette loi pour l'agriculture, et pour tout élément entrant en jeu dans le maintien d'une agriculture viable.

Le deuxième point traite de l'augmentation ou de la diminution de la recherche phylogénétique faite dans le secteur public canadien. L'une des plus grandes préoccupations est le projet du gouvernement de réduire le financement de la recherche dans le secteur public canadien et de privatiser cette activité, en quelque sorte. Je trouve que le gouvernement pourrait montrer son intérêt pour la question. Le ministre a dit être prêt à maintenir la recherche du secteur public dans les domaines de l'agriculture et des obtentions végétales, en acceptant cette partie de l'amendement. Je rappelle que nous parlons seulement ici d'un rapport présentant l'information pertinente à l'intention des députés, après dix ans d'application de la loi.

Le troisième point porte sur le transfert de technologie dans les pays du tiers monde et la mise au point d'une agriculture viable dans ces pays.

Lors du débat en seconde lecture, bien des députés ont dit craindre que les grandes sociétés multinationales ne mettent la main sur tout notre secteur des obtentions végétales et ne l'exploite au détriment des pays du tiers monde. Parallèlement, on se demandait si la loi serait appliquée de façon à permettre un transfert de technologie avantageux et sûr, dans les pays du tiers monde.

Il ne fait aucun doute que le Canada a un grand rôle à jouer dans le domaine du développement international, particulièrement en ce qui concerne l'accroissement de la capacité de production vivrière des pays du tiers monde. Pour cela, nous devrions mettre en valeur l'agriculture viable au lieu d'exploiter ce sur quoi l'agriculture repose